

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.  
du 16 au 31 Mars 2016  
n°288



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

**Mercredi 16 mars.**

**RDC: Aubin Minaku mobilise les députés pour le dialogue national.** L'Assemblée nationale accordera une place importante aux débats républicains sur des questions vitales de la nation, notamment les conclusions du dialogue national qui «se tiendra bientôt», a déclaré la président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, mardi 15 mars lors de la rentrée parlementaire de mars. Il a de ce fait appelé les élus à s'impliquer pour « le salut de la République et la protection de la démocratie.» La session ouverte mardi sera nécessairement politique, a annoncé Aubin Minaku, évoquant le dialogue national convoqué par le président Joseph Kabila le 28 novembre 2015 et qui ne s'est pas encore tenu.

**Rutshuru: 30 personnes enlevées puis relâchées après paiement des rançons.** Environ trente personnes ont été enlevées au cours des trois derniers mois sur la route Vitchumbi-Kibirizi dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Le président de la société civile de Vitchumbi, Jean-Baptiste Muhindo qui livre cette information indique que ces personnes ont été relâchées après le paiement d'une rançon de 5 000 dollars américains par personne. Jean-Baptiste Muhindo fait également état des tueries dans ce secteur. Il affirme qu'il y a deux semaines, trois personnes y ont été tuées.

**La Tanzanie, le Burundi, le Rwanda et la RDC veulent lutter contre la criminalité internationale.** Des experts judiciaires de la Tanzanie, du Burundi, du Rwanda et de la RDC réfléchissent depuis mardi 15 sur les mécanismes utiles pour lutter contre la criminalité internationale. Ces quatre pays veulent mieux coopérer pour mettre fin à l'impunité des auteurs des crimes internationaux et coordonner leurs actions dans la traque de ces criminels dans les Grands Lacs.

**Ex-Equateur: les arriérés de salaire d'anciens agents du gouvernement «seront payés».** Le ministre d'Etat au Budget, Michel Bongongo, a assuré samedi 12 mars à Mbandaka que les arriérés de trois mois de salaires des membres des cabinets politiques et du personnel du gouvernement provincial sortant de l'ex-Equateur seront payés. Il a précisé que ce paiement se fera en quatre tranches.

**Affaire Bemba: le verdict du 21 mars uniquement pour l'affaire principale.** Le chargé de la sensibilisation à la Cour pénale internationale (CPI) en RDC, Patrick Tshibuyi, a fait savoir mardi 16 mars que l'ancien vice-président congolais, Jean-Pierre Bemba, est jugé par cette juridiction dans deux affaires. La première porte sur les crimes qu'auraient commis les troupes de Bemba en Centrafrique entre 2002 et 2003. Le verdict sera rendu le 21 mars prochain. La deuxième qui est liée à la première est relative aux atteintes d'administration à la justice. Jean-Pierre y est poursuivi avec d'autres personnes dont son ancien collaborateur Fidèle Babala. L'affaire est en cours de jugement. Jean-Pierre Bemba est détenu dans la prison de la CPI à la Haye depuis 2008. Son procès s'est ouvert en novembre 2010.

**RDC: les 18 militants de Lucha arrêtés à Goma transférés au parquet.** Arrêtés mardi pendant qu'ils manifestaient pacifiquement pour réclamer la libération de leurs camarades Fred Bauma et Yves Makwambala,

dix-huit militants de la Lucha ont été transférés ce mercredi 16 mars au Parquet de grande instance de Goma (Nord-Kivu).

**Trois militaires et quatre ex-M23 condamnés pour viol à Kamina.** Le tribunal militaire de garnison de Kamina (Haut-Lomami) a condamné mardi 15 mars trois militaires et quatre ex-rebelles du M23 à des peines allant de 5 à 18 ans de servitude pénale pour viols. Au total, ce sont huit personnes qui étaient poursuivies par l'auditorat militaire de Kamina dans le cadre de cette affaire. L'un d'eux, un sergent de l'armée congolaise, a été acquitté, faute de preuves. Ils étaient tous poursuivis pour des cas de viols commis entre avril et décembre 2015 à la base militaire de Kamina.

**Lubero: la découverte des corps sans vie inquiète la société civile.** Des membres de la société civile du groupement Tama, dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu), se disent inquiets de la découverte des corps sans vie dans cette zone. Ils ont indiqué mardi 15 mars avoir recensé en l'espace de deux mois 15 corps. L'administrateur de Lubero renseigne que dans deux groupements du sud de ce territoire, Tama et Itala, quarante-deux corps ont été découverts dans le même temps. Aucune explication précise n'est encore donnée au sujet de la mort de ces personnes.

**Le parc des Virunga parmi les 20 meilleures destinations touristiques au monde.** Le journal américain New York Times a classé le parc des Virunga, situé dans l'Est de la RDC, 19e sur la liste des 52 meilleures destinations touristiques au monde en 2016. Le ministre congolais du Tourisme, Elvis Mutiri, l'a déclaré mardi 15 mars à Kinshasa, parlant « d'une grande fierté ». L'article du New York Times qui présente les 52 destinations mentionne que les visiteurs du parc des Virunga peuvent notamment y voir des chimpanzés ou découvrir l'île de Tchegera sur le lac Kivu. Situé dans la province du Nord-Kivu, le parc national des Virunga abrite plusieurs espèces animales menacées, dont les gorilles des montagnes. Il offre aussi une diversité de paysages. Il est classé au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco.

**Des munitions découvertes à Bunia après un bouclage.** Des armes à feu et des munitions ont été découvertes mercredi 16 mars dans des habitations des civils à Bunia lors d'un bouclage réalisé par la police. Seize personnes ont été interpellées.

**Le «Front citoyen 2016» lance officiellement ses activités en Ituri.** Le mouvement «Front Citoyen 2016» a lancé officiellement ses activités mardi 15 mars à Bunia en Ituri. Selon coordonnatrice du Front citoyen 2016 en Ituri. «Nous avons appelé nos membres signataires de la charte [pour leur expliquer] que le Front Citoyen 2016 lutte et défend la constitution dans son intégralité», a déclaré Me Gody Naguy. Alors que cette manifestation se terminait, les éléments de la Police nationale congolaise (PNC) ont débarqué sur le lieu, disant avoir «reçu l'ordre de la hiérarchie» pour empêcher sa tenue.

**Kinshasa: l'Ambassade de Chine répond aux protestations des demandeurs de visa.** Le centre de service de visa est un partenariat signé avec l'agence VFS, qui est une agence internationale, «en vue d'améliorer le service aux demandeurs de visa», a déclaré mercredi 16 mars Yan Youmine, le premier conseiller à l'ambassade de Chine. Il réagissait aux propos des demandeurs de visa, qui ont organisé un sit-in la veille devant l'Ambassade de Chine pour protester contre des frais supplémentaires qui leur sont exigés dans ce centre.

**Jeudi 17 mars.**

**Mbuji-Mayi : instauration d'une fouille systématique à l'aéroport de Bipemba.** Les personnes et les bagages qui voyagent par l'aéroport de Bipemba à Mbuji-Mayi seront désormais soumis à une « fouille systématique », ont annoncé mardi les autorités provinciales. La mesure vise à lutter contre la fraude. Les colis non déclarés font perdre des millions de dollars au trésor public, affirment les mêmes autorités. Elles ont promis d'élargir ces contrôles à tous les postes frontières de la province du Kasai Oriental. **Le député José Mpanda craint que les autorités échappent aux fouilles à l'aéroport.** Le député national José Mpanda craint que des autorités civiles et militaires du Kasai-Oriental échappent au contrôle instauré à l'aéroport de Bipemba. Il estime que ce contrôle ne doit pas être sélectif et doit concerner tout le monde.

**RDC: une « restriction » budgétaire en vue pour les institutions publiques.** Le président Joseph Kabila a présidé mercredi 16 mars une réunion interinstitutionnelle au cours de laquelle il a été décidé une « restriction » du budget des institutions publiques. Le ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab, qui a lu le compte-rendu de la réunion a indiqué, sans plus de détails, que les institutions publiques vont devoir réduire leur train de vie. Cette décision a été prise « pour épargner le pays de l'onde de choc de la crise économique mondiale », a souligné M. Boshab.

**La moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable en RDC.** Le représentant du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) en RDC, Pascal Villeneuve, a révélé mercredi 16 mars que seuls 50% des Congolais ont accès à l'eau potable. Dans les zones rurales, le taux d'accès à l'eau est inférieur à la moyenne nationale. En milieu rural, c'est de l'ordre de 30% »,

**Raul Fernando est satisfait du travail du contingent uruguayen de la Monusco.** Le vice-président de l'Uruguay, Raul Fernando, a déclaré mercredi 16 mars être satisfait et fier du travail fait par le contingent uruguayen de la Monusco. Il a visité le même jour la base de ces casques bleus à Goma. Ce contingent est le deuxième en termes d'effectif au sein de la Monusco.

**Sud-Kivu: un mouvement de groupes armés signalé à Kalehe.** Les notables et les sources de la société civile de Kalehe signalent un mouvement des groupes armés dans ce territoire du Sud-Kivu. Ces sources indiquent que dix-neuf miliciens Raïa Mutomboki du groupe Ngandu ont été aperçus lundi 14 mars dernier à Idunga. Ils étaient armés de treize armes AK 47. Dans la localité de Kalonge, quinze combattants d'une autre faction des Raïa Mutomboki ont été signalés, rapportent les mêmes sources. Des témoins indiquent d'autres groupes armés se seraient installés dans trois autres localités de Kalehe : Kanyanja, Ngamba et Muzimu.

**Une dizaine de personnes accusées de sorcellerie tuées à Sange.** Des chefs coutumiers du territoire d'Uvira au Sud-Kivu affirment qu'une dizaine de personnes âgées accusées de sorcellerie ont été battues à mort à Sange au cours de six derniers mois. Ils l'ont fait savoir mercredi 16 mars au cours d'une réunion du conseil de sécurité. Ces chefs coutumiers rapportent que des jeunes de la cité de Sange organisent des attaques nocturnes contre des personnes âgées, soupçonnées de sorcellerie.

**Nord-Kivu: la situation sécuritaire s'améliore à Walikale.** L'administrateur du territoire de Walikale (Nord-Kivu), Marie-Claire Bangwene, affirme que la situation sécuritaire s'améliore dans cette zone depuis le déploiement de l'armée dans plusieurs localités. Les militaires se sont déployés depuis trois semaines dans les localités de Mpofi, Kibhua, Bunyampuri, Nkembe et Brazza. Ils y effectuent des patrouilles quotidiennes.

**Beni : deux rebelles ADF tués dans un accrochage avec des militaires.** Deux rebelles ADF ont été tués mercredi 16 mars lors d'un accrochage avec des militaires congolais à Mabanga dans le territoire de Beni. Les éléments des FARDC étaient en patrouille dans cette zone lorsqu'ils ont intercepté un groupe des rebelles ougandais. Les combats ont duré une dizaine des minutes.

**RDC: pas de liberté provisoire pour Fred Bauma et Yves Makwambala.** La Cour suprême de justice de la République démocratique du Congo a refusé la liberté provisoire sollicitée par les deux militants du mouvement pro-démocratie Lutte pour le changement (Lucha), Fred Bauma et Yves Makwambala, détenus depuis un an à Kinshasa, a-t-on appris jeudi 17 mars 2016 auprès de la défense. MM. Bauma et Makwambala ont été arrêtés à Kinshasa le 15 mars 2015, lors d'une rencontre internationale sur la bonne gouvernance en Afrique organisée par le mouvement Filimbi, qui se présente comme un collectif de mouvements d'éducation à la citoyenneté, non-partisan et non-violent. Cette réunion avait été présentée par les autorités comme une rencontre "terroriste", un qualificatif réfuté depuis par une commission parlementaire. Âgés tous deux d'une vingtaine d'années, ils sont poursuivis par la justice congolaise pour complot contre le président Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001.

**Kinshasa: l'OVD lance la réhabilitation des avenues Gambela et Victoire.** L'Office des voiries et drainage (OVD) a entamé jeudi 17 mars les travaux de réhabilitation des avenues Gambela, sur le tronçon compris entre Enseignement et Force publique, et Victoire, entre les ronds-points Kimpwanza et Gambela, dans la commune de Kasa-Vubu à Kinshasa. Ces axes routiers se sont complètement dégradés. Sur l'avenue de la Victoire, ce sont des nids de poules qui se sont créés avec des flaques d'eau tandis que celle de Gambela est coupée en deux au niveau de Kanda-Kanda. Ce qui complique la circulation des automobilistes.

**Vendredi 18 mars.**

**Sud-Ubangi: le bureau de l'assemblée provinciale toujours pas installé.** La cérémonie d'installation du bureau définitif de la nouvelle assemblée provinciale du Sud-Ubangi à Gemena, initialement prévue mercredi avant d'être reportée à jeudi 17 mars, n'a pas eu lieu. La police déployée autour de cette assemblée a interdit l'accès au bâtiment à toute personne. Les policiers disent avoir reçu l'«ordre de la hiérarchie» pour boucler ce lieu.

**Kinshasa : l'ONG GRARD soigne gratuitement des détenus de Makala.** Les médecins de l'ONG Groupe de réflexion et d'action pour la réconciliation et le développement (GRARD) ont consulté et soigné gratuitement jeudi 17 mars plusieurs détenus de la prison centrale de Makala à Kinshasa.

**Nord-Kivu: 900 ménages de déplacés rentrent à Iboko.** Neuf cents ménages de déplacés qui ont passé cinq mois à Miriki ont commencé à regagner leurs localités dans le groupement d'Iboko mercredi 16 mars. Ils avaient fui leurs habitations à cause des affrontements entre des factions des milices Mai-Mai et des rebelles FDLR. Des sources locales rapportent que ces familles vivent dans des conditions difficiles. Plusieurs d'entre eux sont malades. D'autres connaissent des problèmes de malnutrition.

**Beni: des hôpitaux peinent à fonctionner à cause de l'insécurité.** Une vingtaine de centres de santé fonctionnent difficilement dans la zone de santé d'Oïcha à Beni suite à l'insécurité, a déclaré vendredi 18 mars à Radio Okapi, le secrétaire exécutif du Syndicat national des médecins du Congo (Synamed) dans ce territoire du Nord-Kivu, Docteur Janvier Lukando. D'après le médecin, la majorité du personnel soignant de la zone de santé d'Oïcha est également impayé. Les hôpitaux préférant acheter des médicaments avec les recettes qu'ils font.

**Kongo-Central: des cas suspects de fièvre jaune enregistrés, 6 morts.** Treize cas suspects de fièvre jaune ont été enregistrés depuis le 6 mars dans la province du Kongo-Central. Six personnes en sont mortes.

**Nord-Kivu: 700 nouveaux cas de paludisme enregistrés chaque semaine à Mwesso.** Le médecin chef de Zone de santé, docteur Thierry Mukendi attribue ces cas de paludisme à l'augmentation du nombre d'étangs piscicoles mal aménagés et à la promiscuité causée par la présence des milliers de personnes déplacées dans cette zone.

**Kinshasa: des familles de militaires s'opposent à leur délogement d'un camp.** Des familles de policiers et de militaires se sont opposées vendredi 18 mars à leur délogement d'un camp militaire situé à la 17e rue dans la commune de Limete à Kinshasa. Une équipe de policiers et militaires envoyée par l'auditorat militaire de Matete ont tenté de les déloger, en vain. Ce délogement aurait été décidé par la justice. Un officier de l'armée interrogé sur place indique que ce camp servait de site de transit pour des militaires en mutation à l'intérieur du pays. Au fil des années, il est devenu un lieu d'habitation.

**Cinquante kilos d'ivoire saisis à Kinshasa.** Cinquante kilos d'ivoire ont été saisis à Kinshasa par les services de sécurité de la République démocratique du Congo des mains des trafiquants, indique une dépêche de l'Agence France presse.

**Corneille Nangaa: «Les élections devraient être organisées au-delà de novembre 2016».** La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) affirme ne pas être en mesure d'organiser la présidentielle dans le délai constitutionnel. Son président national, Corneille Nangaa souligne : «Aujourd'hui, ce sont des contraintes techniques qui ne permettent pas à la Ceni d'organiser les élections dans les temps», a-t-il souligné.

**Kinshasa : plaidoyer pour plus de transparence dans la gestion des ressources naturelles.** La plateforme des organisations de la société civile intervenant dans le secteur minier (POM) en RDC recommande à l'assemblée nationale l'adoption d'un acte juridique qui institue formellement la conférence sur la bonne gouvernance et la transparence sur les ressources naturelles. Ces ONG ont formulé cette recommandation à l'occasion de la présentation des résultats d'une étude réalisée de 2011 à 2014, portant sur le progrès noté dans la gestion de ressources naturelles en RDC. Selon cette étude, seules 27 % des recommandations formulées et engagements pris par la RDC lors de la conférence sur la bonne gouvernance de ressources extractives de Lubumbashi et de Goma tenu respectivement en 2011 et 2013, ont été réalisées.

**L'Asadho recommande l'audit des travaux publics à Kinshasa.** L'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) recommande l'audit des routes construites et réhabilitées par les entreprises chinoises à Kinshasa. Ces travaux sont réalisés dans le cadre du projet Sicominex, du nom d'une joint-venture entre l'État congolais et un groupement d'entreprises chinoises. Le président de cette structure, Jean-Claude Katende a estimé que la dégradation rapide des routes et avenues réhabilitées ou construites par les entreprises chinoises dans la capitale est préoccupante. Jean-Claude Katende est d'avis que ces entreprises ont doté la RDC des infrastructures de "mauvaises qualités qui, selon lui, n'ont pas été objet d'une contre-expertise".

**Des ressortissants Nande appellent au rétablissement de la paix au Nord-Kivu.** A Kinshasa, des ressortissants Nande ont organisé, vendredi 18 mars, un sit-in au Palais du peuple pour réclamer le retour de la

paix dans le Nord-Kivu. Dans leur mémorandum adressé au président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku Ndjala Ndjoko, ils ont déploré la montée de l'insécurité (tueries, massacres et autres) dans cette partie du pays.

**Dungu : des enseignants en grève.** Les enseignants du territoire de Dungu (Haut-Uélé) observent, depuis cinq jours, un arrêt de travail. Ils protestent contre le non-paiement de leurs salaires du mois de février dernier alors que le Service de paie et contrôle des enseignants à Dungu, leur avait promis le paiement cumulé des salaires du mois de janvier et février dernier. Seuls leurs salaires du mois de janvier leurs ont été versés, indiquent le représentant de ces enseignants.

**Samedi 19 mars.**

**L'armée repousse une attaque des ADF à Beni.** Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont repoussé ce samedi 19 mars tôt dans la matinée une attaque des rebelles ougandais ADF à Tungudu et Opira dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. Selon des sources militaires, ces rebelles ougandais ont attaqué les positions de l'armée situées dans ces deux villages vers 4h30.

**Jean-Lucien Busa: «Le dialogue n'est pas une panacée».** Le coordonnateur de la plate-forme de l'opposition le «Front des démocrates», Jean-Lucien Busa, a déclaré vendredi 18 mars : «Le Front des démocrates considère que le dialogue n'est pas une panacée. C'est une réponse illégitime parce que non prévue par la constitution, parce que aussi la constitution donne des réponses institutionnelles à toutes les questions qui se posent aujourd'hui », a affirmé Jean-Lucien Busa. Il a, en outre, invité la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à respecter la constitution, en organisant l'élection présidentielle en 2016.

**Goma: la Lucha refuse de payer l'amende demandée par le Parquet.** Le mouvement pro-démocratie Lucha a fait savoir qu'elle ne paierait pas l'amende transactionnelle de 100 000 francs congolais (108 dollars américains) demandée par le Parquet de grande instance de Goma pour chacun de ses 18 membres interpellés mardi 15 mars alors qu'ils manifestaient pacifiquement. L'amende transactionnelle est une disposition prévue par la loi pour éviter une procédure judiciaire qui aboutirait devant les cours et tribunaux en réglant l'affaire devant la police ou le parquet, moyennant une somme d'argent. La Lucha refuse de payer cette amende pour ses militants, estimant que ce paiement signifierait une reconnaissance de l'infraction commise par ses 18 membres. Elle exige la libération de ces jeunes.

**Nord-Kivu: le CICR distribue des semences et vivres à 6 000 ménages d'anciens déplacés.** Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a commencé jeudi 17 mars la distribution des semences et des vivres pour 6 000 familles de déplacés qui sont retournées dans le groupement Ikobo au Nord-Kivu.

**Election-RDC: «Il n'est nullement question de dépasser la date constitutionnelle», affirme Martin Fayulu.** « Il n'est nullement question de dépasser la date constitutionnelle », a réagi samedi 19 mars l'opposant Martin Fayulu après les déclarations du président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Corneille Nangaa, qui a fait savoir que son institution ne pouvait pas organiser l'élection présidentielle dans le délai constitutionnel. Selon la constitution, le deuxième et dernier mandat de l'actuel chef de l'Etat s'achève au mois de décembre prochain. Dans son calendrier publié l'année passée, la Ceni avait prévu d'organiser l'élection présidentielle le 27 novembre.

**Nord-Kivu: le gouverneur Paluku se réjouit du retour volontaire des déplacés à Ikobo.** Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, se réjouit du retour volontaire des ménages dans les villages du groupement Ikobo. Ces familles avaient trouvé refuge dans la cité de Miriki depuis le mois de décembre dernier. Pour le gouverneur, ce retour volontaire est la conséquence du déploiement de l'armée dans cette zone.

**Fosse commune de Maluku: des familles méritent des réponses du gouvernement, selon HRW.** Une année après l'affaire fosse commune de Maluku, l'ONG Human Rights Watch (HRW) regrette que le gouvernement congolais n'ait pas fait toute la lumière sur ce dossier. «Ces membres de familles méritent la justice mais aussi des réponses de la part des autorités gouvernementales. Jusque-là, il n'y a pas ces réponses. Il ne faut pas seulement dire que c'est aux mains de la justice». La chercheuse de cette structure, Ida Sawyer, constate que le gouvernement congolais avait promis, en vain, d'exhumer les cadavres pour faire la lumière sur les identités de personnes enterrées dans cette fosse commune. Les autorités congolaises avaient admis, peu de temps après, que 421 corps avaient bien été inhumés à cet endroit. Selon elles, il s'agissait des dépouilles d'indigents dont les familles n'avaient pas de moyens de financer les funérailles. Ida Sawyer estime que le gouvernement congolais «va montrer sa bonne foi et donner la réponse à ces familles». En juin 2015, HRW avait également suspecté le décès, la nuit de cette inhumation (le 19 mars 2015), «dans des conditions floues d'un infirmier,

responsable de la morgue de Kinshasa». En réponse, le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende avait condamné «la prétention de HRW à se substituer au magistrat qui était chargé du dossier».

**Goma: libération de 18 militants de Lucha après 4 jours de détention.** Dix-huit membres du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) ont été libérés, samedi 19 mars à Goma (Nord-Kivu), après quatre jours de détention au cachot du parquet. L'avocat de Lucha, Me Jean-Paul Lumbumbu l'a affirmé à Radio Okapi.

**Francis Kalombo : “La Ceni n’a pas qualité de saisir la Cour constitutionnelle”.** Le député du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), Francis Kalombi a indiqué, samedi 19 mars, que la Ceni n’a pas qualité de saisir la Cour constitutionnelle. Il a ainsi réagi après l’annonce du président de la Ceni, Corneille Nangaa de saisir la Haute cour à la suite de l’incapacité de son institution d’organiser la présidentielle dans le délai.

**Election des gouverneurs: N'singa Udjuu appelle la Ceni à statuer sur sa candidature.** Président de l’Union chrétienne pour le renouveau et la justice (UCRJ), Joseph N'singa Udjuu, invite la Ceni à statuer sur sa candidature au poste de gouverneur du Maï-Ndombe. Joseph N'singa Udjuu dit n’avoir reçu, à ce jour, aucune décision de la Ceni pour savoir si sa candidature a été jugée recevable ou non. Il estime que sa candidature n’est pas concernée par la lettre adressée par le secrétaire général de la MP à la Ceni aussi longtemps qu’elle avait été déposée depuis 2015 par son parti «Union chrétienne pour le renouveau et la justice». Il demande donc que son dossier de candidature soit soumis à l’examen de la Ceni qui devra, je cite « agir en toute indépendance et en conformité avec les prescrits de la loi électorale, sans intervention extérieure».

**Dimanche 20 mars.**

**Présidentielle-RDC: Martin Mukonkole accuse la Ceni « de cautionner et organiser le glissement».** L’Union démocratique africaine originelle (UDA) de Martin Mukonkole a dénoncé samedi 19 mars « la tentative de la Commission électorale nationale indépendante de cautionner et organiser le glissement en voulant saisir la Cour constitutionnelle» pour obtenir un délai supplémentaire afin d’organiser les élections. De son côté, le porte-parole de la Majorité présidentielle (MP), Alain André Atundu, prend acte de l’annonce faite par le président de la Ceni, Corneille Nangaa, d’introduire une requête à cette Cour, estimant que cette démarche est légitime. Le député honoraire Martin Mukonkole crie à une tentative de violation de la constitution par la Ceni:

**Kalemie: autorités, partis politiques et société civile se concertent sous l’égide de la Monusco.** Les autorités provinciales du Tanganyika, les partis politiques et la Société civile se sont concertés vendredi 18 mars à la base de la Monusco de Kalemie sur la nécessité d’atténuer la tension observée depuis le début du mois entre les acteurs politiques de la région. La Monusco affirme avoir offert ses offices pour assurer le maintien de la paix et la sécurité dans la région. Parmi les points forts qui ont été au centre des discussions figurent notamment le découpage territorial et dédoublement des partis politiques.

**Les habitants de Lubumbashi appelés à s’attacher à la langue française.** A l’occasion de la Journée internationale de la Francophonie, dimanche 20 mars, l’Institut français de Lubumbashi et ses partenaires appellent à l’attachement à la langue française dans la ville de Lubumbashi, qui occupe une position stratégique à la porte de sortie de la RDC vers l’Afrique australe qui, elle, est anglophone. L’Institut français de Lubumbashi s’engage en outre à promouvoir les langues locales, telle que le Swahili car, «connaître plusieurs langues est une richesse».

**Goma: Mgr Kaboyi lance la Journée diocésaine des jeunes.** Mgr Théophile Kaboyi Ruboneka, évêque du diocèse de Goma (Nord-Kivu), a lancé samedi 19 mars les activités de la 8ème édition de la Journée diocésaine des jeunes (JDJ), axé sur le thème : «Construire la paix, cohabitation pacifique, gestion des conflits entre communautés, lutte contre le VIH et l’entrepreneuriat.» Environ sept mille jeunes du Nord et Sud-Kivu ainsi que du Rwanda y participe. Le prélat catholique a invité la jeunesse à tourner la page des violences du passé et à bannir le tribalisme.

**Génocide au Rwanda: la RDC remet le suspect Ladislav Ntaganzwa à l’Onu.** Ladislav Ntaganzwa, recherché par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) pour génocide, a été remis dimanche 20 mars matin par le gouvernement congolais, au Comité de suivi des tribunaux pénaux internationaux des Nations unies. D’après le porte-parole du Gouvernement, Lambert Mende, il appartient à présent à cette instance de le juger dans un lieu où elle jugera nécessaire. En décidant d’extrader ce présumé génocidaire, selon lui, la RDC répond au mandat lancé contre lui par le Conseil de sécurité et remplit en même temps ses engagements en tant que membre de l’Onu.

**Tanganyika: des éléphants en divagation vers le centre de Manono.** Des éléphants en divagation progressent vers le centre du territoire de Manono, à 450 km au sud-ouest de Kalemie (Tanganyika). Sur leur passage, les pachydermes détruisent les cultures dans les champs des populations paysannes. Les autorités provinciales promettent d'effectuer une mission dans la zone. Les éléphants sortis du parc national de Kundelungu sont très avancés vers Mukumbi et les autres villages environnants, comme Mulenda et Sambo situés à 28 km de Manono. Leur présence limite la circulation des populations dans la zone.

**Nord-Kivu: un prêtre catholique grièvement blessé dans une attaque attribuée aux FDLR** Un prêtre de la congrégation Caracholine de Nyamilima a été grièvement blessé par balles tôt dimanche 20 mars matin à Katwiguru, à 30 km à l'Est du chef-lieu de territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Son véhicule a été attaqué par des hommes armés non encore identifiés, alors qu'il se rendait à la messe. Mais les populations attribuent cette attaque aux rebelles FDLR. C'est la deuxième attaque armée ciblant les prêtres catholiques de Nyamilima, en l'espace de deux mois, dans la zone.

**Mongala: un mort après une pluie torrentielle à Bumba.** Un jeune homme de 18 ans a trouvé la mort à la suite de la pluie qui s'est abattue, samedi 19 mars, sur la ville de Bumba (Mongala). Des sources concordantes renseignent que cette pluie, accompagnée des vents violents, a écroulé un mur à béton qui est tombé sur la victime.

**Kinshasa : l'hôpital Ngaliema introduit une nouvelle technique de neurochirurgie.** La Société congolaise de neurochirurgiens a introduit une nouvelle technique de neurochirurgie à l'hôpital Ngaliema : la neurochirurgie mini-invasive. Cette nouvelle technique laisse sur le patient une petite cicatrice (1,5 à 3 cm) contrairement à l'ancienne qui laissait une grosse cicatrice (15 à 20 cm) à la suite d'une intervention chirurgicale. Elle lui permettrait également de se remettre vite sur pied (4 heures après l'opération). La neurochirurgie est une discipline qui traite les pathologies du crâne, de la colonne vertébrale ainsi que des nerfs, des vaisseaux et leurs membranes. Selon la Société congolaise des neurochirurgiens, la RDC est le premier pays africain à bénéficier de la neurochirurgie mini-invasive. « Cette chirurgie est pratiquée plus pour des cas des patients qui ont des problèmes d'hernies discales qui sont nombreux dans notre pays. C'est dans ce sens qu'on a amené cette technologie et on opère »

**Haut-Lomami: MSF ferme son projet contre le paludisme à Bukama.** L'ONG Médecins sans frontières (MSF/Hollande) a fermé, dimanche 20 mars, son projet de lutte contre le paludisme, dans le territoire de Bukama (Haut-Lomami). Cette structure a durant cinq semaines œuvré dans les huit aires de santé de Bukama qui étaient en rupture de stocks de médicaments contre le paludisme. Sans avancer des chiffres, il s'est félicité d'avoir stabilisé la situation de paludisme dans le territoire de Bukama.

**Présidentielle-RDC: Delly Sessanga juge la démarche de la Ceni "infondée".** Le président de l'Envol, Delly Sessanga Hipungu estime que la démarche du président de la Ceni de repousser les différents scrutins prévus en 2016 est infondée. Delly Sessanga a ainsi réagi aux propos du président de la Ceni qui a exprimé l'incapacité de son organisation d'organiser la présidentielle dans le délai constitutionnel. Il a annoncé son intention de saisir la Cour constitutionnelle pour obtenir « une extension ».

**Lundi 21 mars.**

**Procès Bemba: « Nous espérons que la vérité va être dite », affirme Jacques Djoli.** La Cour pénale internationale (CPI) rend, lundi 21 mars à La Haye, le verdict dans l'affaire du sénateur congolais Jean-Pierre Bemba Gombo, poursuivi depuis huit ans pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité qu'auraient commis les troupes du MLC, rébellion qu'il dirigeait et qui fut transformé par la suite en parti politique, entre 2002 et 2003, à Bangui, en République centrafricaine. Tout au long de ce procès, Jean-Pierre Bemba a toujours plaidé non coupable de accusations portées contre lui.

**Elections-RDC: 33 ONG appellent la Ceni à respecter la constitution.** Après l'annonce du président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) au sujet du recours qu'il compte déposer devant la Cour constitutionnelle pour obtenir « une petite extension » afin d'organiser l'élection présidentielle, une coalition des 33 ONG lui demande de se conformer à la constitution. Dans une déclaration faite samedi 19 mars à Kinshasa, le coordonnateur de cette coalition, Me Georges Kapiamba, a estimé que la commission électorale n'était pas habilitée à saisir la Cour constitutionnelle.

**Nord-Kivu: les habitants de Ngungu manifestent contre l'insécurité.** Les habitants de Ngungu dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu) ont marché dimanche 20 mars pour protester contre les assassinats perpétrés dans leur localité. Deux personnes ont été tuées le week-end dernier par des hommes armés non identifiés. Les auteurs de ces meurtres se seraient échappés sans être inquiétés. Des habitants rapportent que 115 personnes ont été tuées dans leur localité par des hommes armés en l'espace de dix mois.

**Mambasa: l'insécurité sur la route Bikato-Beni inquiète l'administrateur du territoire.** L'administrateur du territoire de Mambasa, Alfred Bongwalanga, s'inquiète des meurtres et enlèvements enregistrés sur la route Bikato-Beni. Ce tronçon routier relie les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. L'administrateur du territoire affirme que des cas de meurtres et d'enlèvements sont enregistrés chaque semaine depuis six mois sur cette route. Des actes commis par des hommes armés non autrement identifiés, a-t-il indiqué.

**Présidentielle: l'Envol plaide pour une candidature commune de l'opposition.** Le parti politique Envol soutient l'idée d'une candidature commune de l'Opposition pour la prochaine élection présidentielle en RDC. Le président du parti, le député national Delly Sessanga, estime que cette candidature nécessite un consensus des acteurs politiques.

**CPI: Jean-Pierre Bemba reconnu coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.** L'ancien vice-président de la RDC, Jean-Pierre Bemba, a été reconnu coupable en tant que chef militaire de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis par des rebelles du MLC en Centrafrique en 2002 et 2003, dans un verdict rendu par la CPI ce lundi 21 mars. « Jean-Pierre Bemba faisait effectivement fonction de chef militaire exerçant une autorité et un contrôle effectifs sur les forces qui ont commis ces crimes », indique le site Internet de la CPI. Il devient la première personne poursuivie par la CPI à être condamné comme chef militaire. La Chambre de première instance III de la CPI décidera de la procédure à suivre pour fixer la peine après avoir entendu les parties et les représentants légaux des victimes. Le Procureur et la Défense ont 30 jours pour faire appel de la déclaration de culpabilité.

**Un prêtre tué à Beni.** Le prêtre assomptionniste Vincent Machozi de la paroisse catholique de Bunyuka dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) a été tué dimanche 20 mars par des hommes armés qui ont fait irruption dans le couvent de cette paroisse. Il s'agit d'un assassinat ciblé qui visait également Abdul Paluku Kalemire 3, le chef de la collectivité de Bashu, en mission dans la zone et logé dans le même couvent. « Les bandits sont venus et ils ont menacé les travailleurs de la paroisse. Ils cherchaient plus le chef de collectivité et le prêtre. Ils étaient estimés à 10 bandits armés au moins. Leur mission était d'achever le chef de collectivité de Bashu et le prêtre », affirme Amisi Kalonga, sans expliquer comment le chef de collectivité s'en est sorti. Des sources sécuritaires rapportent qu'après leur meurtre, les assaillants ont utilisé le véhicule du chef de collectivité de Bashu pour quitter le lieu. Ils auraient abandonné le véhicule dans un autre village.

**Masisi: les FARDC lancent la traque contre la milice Nyatura.** Les unités spéciales Forces armées de la RDC ont lancé lundi 21 mars matin les opérations pour chasser les rebelles Maï-Maï Nyatura, dans le groupement Bashali-Mokoto, en territoire de Masisi (Nord-Kivu).

**Kinshasa: des embouteillages dus aux pannes des feux de signalisation.** Le boulevard du 30 juin à Kinshasa connaît de plus en plus d'embouteillages, surtout à des carrefours où sont implantés les feux de signalisation. Les usagers de la route évoquent la mauvaise synchronisation de ces feux, dont la plupart tombent régulièrement en panne. Le président de la Commission nationale de prévention routière (CNPR), Vale Manga Willy justifie la persistance de ces pannes par des problèmes de maintenance.

**CPI: Fatou Bensouda salue la reconnaissance de la culpabilité de Jean-Pierre Bemba.** La reconnaissance de la culpabilité de Jean-Pierre Bemba « marque une étape importante dans la longue quête de justice au profit des victimes des événements survenus en 2002 et en 2003 en République centrafricaine », a affirmé la procureure de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, ajoutant que dans cette affaire son principal et unique objectif a été de rendre justice aux victimes de Centrafrique. Elle a salué un verdict rendu au terme « d'une procédure judiciaire minutieuse et impartiale », menée par trois juges indépendants. Procès Bemba: « **Un avertissement important aux chefs militaires** », selon HRW. Human Rights Watch (HRW) a salué lundi 21 mars le verdict de culpabilité prononcé par la Cour pénale internationale (CPI) contre Jean-Pierre Bemba dans les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par les troupes du MLC en RCA. Selon la directrice de plaidoyer au sein du programme Justice internationale à HRW, Géraldine Mattioli, il s'agit d'une victoire pour les victimes et un avertissement pour tous ceux qui commettent des crimes d'arrêter de les commettre. Ce verdict déclarant Jean-Pierre Bemba coupable, nonobstant qu'il n'est pas lui-même responsable direct des crimes perpétrés par ses troupes en Centrafrique entre 2002 et 2003, constitue « véritablement une victoire pour les



victimes des violences sexuelles et de viols, qui sont commis dans les conflits armés», selon HRW. «C'est un avertissement important à ces commandants des troupes sur la responsabilité qui [leur incombe] d'arrêter les crimes et de punir ceux qui les commettent», a déclaré Géraldine. **«C'est une grande déception pour le parti», affirme Jacques Djoli.** «C'est une grande déception pour le parti, pour la famille et pour tous les Congolais, qui ont espéré en cette journée que Jean-Pierre Bemba serait acquitté», a déclaré lundi 21 mars Jacques Djoli, cadre du Mouvement de libération du Congo (MLC). En aucun moment, les proches de Jean-Pierre Bemba n'ont douté de son innocence dans cette affaire, a affirmé Jacques Djoli, déplorant le fait que la justice pénale internationale a décidé autrement. **Le gouvernement congolais prend acte du verdict de la CPI.** Le gouvernement congolais a pris acte du verdict de culpabilité prononcé le même jour par la Cour pénale internationale (CPI) contre Jean-Pierre Bemba dans les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par les troupes du MLC en Centrafrique, a déclaré lundi 21 mars Lambert Mende, le porte-parole du gouvernement congolais. «Le gouvernement congolais a pour principe de ne jamais émettre un jugement de valeur sur les décisions de la justice, qu'elle soit nationale ou internationale. C'est une affaire qui ne concerne pas la RDC en plus et donc, nous n'avons pas d'appréciation négative ou positive à émettre sinon prendre acte de la décision de la justice», a dit M. Mende à Radio Okapi.

## **Mardi 22 mars.**

**Ban Ki-moon préoccupé par l'impasse politique en RDC.** «Je suis très préoccupé par l'impasse dans laquelle se trouve encore l'organisation des prochaines élections en RDC », a déclaré lundi 21 mars le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, au cours d'un débat au Conseil de sécurité sur la situation dans la région des Grands Lacs. Ban Ki-moon a fait savoir qu'il a récemment invité les acteurs politiques congolais à dialoguer. Il a demandé au Conseil de sécurité et aux dirigeants de la région des Grands Lacs d'œuvrer pour la préservation de la stabilité politique en RDC « en trouvant rapidement une issue à l'impasse actuelle ». Il a plaidé pour que des crises politiques soient évitées dans la région des Grands Lacs.

**Médaille Lareq d'excellence: début du dépôt des candidatures.** Le Laboratoire d'analyse-recherche en économie quantitative (Laréq) a entamé depuis une semaine l'enregistrement des candidatures pour la 3ème édition de la Médaille Laréq d'excellence. Ce prix récompense chaque année un jeune économiste ou mathématicien africain, âgé de trente ans ou moins, qui se distingue par ses travaux académiques ou scientifiques.

**Jean-Michel Dumond et Robert Bokpolo visitent le site agroforestier de Ntsio.** L'ambassadeur de l'Union européenne (UE) en RDC, Jean-Michel Dumond, et le ministre de l'Environnement Robert Bokpolo, ont visité le week-end dernier, le village de Ntsio au plateau de Bateke où l'UE finance un projet d'agroforesterie. L'ambassadeur a loué l'utilité de ce projet. « Ce projet vise à la fois d'installer des familles dans un cadre familial et procurer de l'emploi pour une activité économique. Ici, on fournit du charbon de bois et on fertilise la terre dans des conditions favorables », a indiqué Jean-Michel Dumond. Les premières jeunes plantes d'acacia avaient été plantées dans ce village en 2013.

**RDC: il n'y a pas d'épidémie de fièvre jaune, selon le ministre de la Santé.** Le ministre de la Santé publique, Félix Kabange Numbi, a déclaré lundi 21 mars qu'il n'y a pas d'épidémie de fièvre jaune en RDC. Des cas suspects de fièvre jaune ont été enregistrés depuis le début de ce mois dans la province du Kongo-Central. Selon le ministre, les cas avérés de fièvre jaune sont « des cas d'importation ». Les malades seraient venus d'Angola où la maladie sévit depuis le mois de décembre dernier.

**Tshopo: un candidat vice-gouverneur dénonce une intervention policière à sa résidence.** Le député provincial Gaspard Bosenge, candidat vice-gouverneur dans la province de la Tshopo, dénonce une intervention de la police samedi 19 mars à sa résidence à Kisangani. Il y tenait une réunion avec une cinquantaine de jeunes « pour solliciter leur soutien moral ». Des policiers s'y seraient rendus, encerclant la parcelle d'habitation. Il dénonce une intimidation dont il fait l'objet de la part du commissaire spécial de la Tshopo, qui est candidat gouverneur.

**Nord-Kivu: un appel à la « ville morte » paralyse les activités à Butembo.** Les activités ont été paralysées à Butembo ce mardi 22 mars à la suite de l'appel de la communauté Nande à deux journées ville morte dans les territoires de Beni et Lubero au Nord-Kivu. Un appel consécutif au meurtre du prêtre catholique et président international de la communauté Nande, Vincent Machozi, abattu dimanche dernier par des hommes armés.

**Haut-Katanga: 1 250 mètres de câble électrique volés.** Mille deux-cent cinquante mètres de câble de transport du courant électrique haute tension de la Société nationale d'électricité (Snel) ont été volés dans la nuit de

dimanche à lundi 21 mars, entre les villages Tumbwe et Shilatembo (Haut-Katanga). M. Nkumbu souligne que c'est le quatrième vol de câbles enregistré en l'espace d'un mois.

**Dr Mavard Kwengani invite les Congolais à bien gérer l'eau.** Le responsable du Service national de l'hygiène en RDC, docteur Mavard Kwengani, appelle la population à bien gérer l'eau. La moitié de la population congolaise n'a pas accès à l'eau en RDC.

**Election des gouverneurs: début de campagne électorale en Ituri.** La campagne pour l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs a démarré, mardi 22 mars, dans les 21 nouvelles provinces de la RDC. En Ituri, le décor est également planté pour les quatre candidats en lice: un de la Majorité présidentielle, un autre de l'opposition et deux indépendants. Depuis dimanche dernier, certains acteurs politiques tiennent des discours publics qualifiés d'haineux par d'autres. Face à cette situation, les laïcs catholiques appellent à voter pour un gouverneur rassembleur en Ituri.

**RDC: les Etats-Unis insistent sur «une alternance démocratique conforme à la constitution».** Les Etats-Unis d'Amérique invitent la classe politique congolaise à se mettre autour d'une même table pour décider sur la destinée de la RDC; étant donné que la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) enregistre techniquement un retard pour tenir l'élection présidentielle dans le délai constitutionnel. Selon le chef de mission adjoint de l'ambassade américaine, la stabilité du pays dépend principalement d'une alternance politique dans le délai fixé par la constitution congolaise. Pour lui, cette position des Etats-Unis ne devrait pas être interprétée comme une ingérence étrangère dans les affaires politiques internes de la RDC, mais plutôt comme un signe d'amitié profonde.

**Nord-Kivu: le gouverneur délocalise son bureau à Rutshuru pour combattre l'insécurité.** Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a délocalisé momentanément son bureau de Goma à Rutshuru afin de se pencher sur le problème sécuritaire et envisager, avec les habitants de cette région, des mécanismes pouvant déboucher aux solutions durables. Il a réuni, pour le premier jour du travail, mardi 22 mars, le comité provincial de sécurité, les autorités administratives, coutumières et les membres de la société civile de Rutshuru. Les participants à cette réunion ont proposé des actions à mener pour mettre fin définitivement à l'insécurité dans le territoire de Rutshuru, marquée par des kidnappings sur les axes principaux et l'activisme des groupes armés, et envisager une cohabitation pacifique entre les communautés locales.

**Mercredi 23 mars.**

**RDC: Aubin Minaku autorise l'instruction d'une affaire visant trois députés de l'opposition.** Le bureau de l'Assemblée nationale a autorisé l'instruction du dossier qui oppose le Procureur général de la République à trois députés de l'opposition: Muhindo Nzangi, Samy Badibanga et Fabien Mutomb, poursuivis pour «faux et usage de faux.» Cette démarche renvoie à la collecte des informations et non à la levée de l'immunité parlementaire, a précisé mardi 22 mars le directeur de cabinet du président de la chambre basse du Parlement. Le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, a officiellement informé les députés membres de la conférence des présidents que le Procureur général de la République était désormais autorisé à instruire le dossier qui l'oppose à ces trois élus.

**Election de gouverneurs: Christian Mwando pour un gouvernement de cohésion au Tanganyika.** Candidat gouverneur indépendant au Tanganyika, Christian Mwando promet, une fois élu, de constituer un gouvernement de «cohésion et d'union provinciale.» Il a formulé sa promesse, mardi 22 mars, dans son discours de campagne électorale devant l'Assemblée provinciale de Tanganyika. Pour lui, seules l'unité et la cohésion peuvent aider le Tanganyika à se développer.

**Tanganyika : deux opérateurs économiques cambriolés à Kongolo.** Le premier a été attaqué à son domicile par six hommes munis de fusils et d'armes blanches. Les assaillants ont emporté divers biens, après avoir neutralisé et menacé de mort le gardien. Le second se trouvait dans sa boutique lorsque trois assaillants ont surgi et récupéré 4300 000 francs congolais (4 662.27 dollars américains) et d'autres articles de valeur.

**Kasaï-Oriental: le candidat Badibanga promet de créer des emplois pour les jeunes.** Badibanga Sambuka Bisala s'engage à créer des emplois en faveur des jeunes. C'est la promesse électorale qu'il a faite, mardi 22 mars, aux députés provinciaux du Kasaï-Oriental. Ce candidat indépendant a également appelé à la bonne gouvernance et au développement de la province.

**Elections de gouverneurs : campagne sur fond de chantage à Mbandaka, selon Thomas Lokondo.** Jean-Claude Baende, l'un des trois candidats au poste du gouverneur de la nouvelle province de l'Equateur, a

démarré mardi 22 mars la campagne électorale devant les députés provinciaux à l'hémicycle de l'Assemblée provinciale à Mbandaka. Le député de la Majorité Henri-Thomas Lokondo a dénoncé le chantage que subiraient les députés provinciaux pour voter en faveur de Jean-Claude Baende. Ce dernier s'est présenté comme le candidat du Chef de l'État et a demandé pardon aux députés provinciaux pour ses erreurs du passé, promettant de faire mieux s'ils lui donnaient une nouvelle chance. Ancien gouverneur de l'Équateur, Baende avait été limogé pour mauvaise gestion. Des sources locales indiquent qu'une délégation de la Majorité présidentielle (MP), venue de Kinshasa, a également battu campagne, lors de cette première journée pour le compte du candidat Baende devant les députés.

**Kwilu: plaidoyer pour l'élection d'un gouverneur capable de développer la province.** La société civile du Kwilu appelle les députés provinciaux à élire un gouverneur capable de lancer le développement de cette province. Le président de cette structure, Prosper Ndjore a lancé cet appel. Il appelle les députés provinciaux du Kwilu à résister à la corruption quelles que soient les pressions et à préserver l'intérêt supérieur de la province.

**Lubumbashi : Felix Kabange Numbi lance la campagne nationale de vaccination contre la polio.** Le ministre de la Santé, Felix Kabange Numbi a lancé mardi 22 mars à Lubumbashi (Haut-Katanga), la première phase de la campagne nationale de vaccination contre la polio. Plus de 18 millions d'enfants âgés de 0 à 59 mois sont attendus à cette opération qui se déroule de porte à porte pendant trois jours, a indiqué M. Kabange.

**Nord-Kivu: l'ICCN appelle à la protection du parc des Virunga.** Le directeur provincial de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) au Nord-Kivu, Emmanuel De Merode appelle de nouveau à la protection du parc des Virunga. Il a lancé cet appel, mardi 22 mars, à l'issue d'une audience avec le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku Kahongya. Emmanuel De Merode a sollicité l'implication des forces de sécurité pour faire respecter la loi et rétablir l'intégrité des limites du parc des Virunga. Il a rapellé que le parc des Virunga fait face à plusieurs défis notamment l'envahissement de groupes armés, la vente de ses terres, la pêche illicite, les attaques ciblant ses éco-gardes et autres et a également regretté la mort, il y a une semaine, de deux gardes de parc, abattus par des bandits armés.

**RDC: Maman Sidikou parle de l'impasse du processus électoral devant l'Onu.** La RDC est dans une période charnière. Le processus électoral est dans une impasse et d'importants obstacles devraient être surmontés afin que ces élections aient lieu, a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Maman Sambo Sidikou, mercredi 23 mars au Conseil de sécurité de l'Onu à New York. Selon le chef de la Monusco, un dialogue crédible entre tous les acteurs politiques est dès lors indispensable. En outre, il faudrait identifier les conditions claires et réalistes dans lesquelles l'Onu pourrait soutenir une révision du registre des électeurs, a-t-il poursuivi, estimant que cette révision peut contribuer à renforcer la crédibilité du processus et à «empêcher que cela ne devienne un obstacle à des élections en temps opportun.»

**RDC: l'UNPC fête ses 45 ans.** Les journalistes congolais célèbrent le 45ème anniversaire d'existence de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC). Selon le président de l'UNPC, Kasonga Tshilunde, le bilan de ces 45 années de cette organisation est mitigé par rapport aux enjeux et à ses missions. L'UNPC a organisé, en marge de cet anniversaire, un forum axé sur « la viabilisation économique des organes de presse », pour partager avec certains responsables des médias, les expériences relatives à la gestion économique de leurs organes, appelés à répondre réellement aux vrais critères d'entreprises de presse.

**Ituri: deux morts et cent blessés lors d'un conflit foncier à Djugu.** Deux personnes ont été tuées, environ cent autres blessées et près de cinq cent trente cases ont été incendiées lors des affrontements à l'arme blanche entre les habitants de Bulana et Waza dans le territoire de Djugu en Ituri. Il s'agit d'un conflit foncier qui a dégénéré entre lundi et mardi 22 mars entre ces deux villages voisins. La police a avoué son impuissance pour rétablir l'ordre, faute des moyens logistiques. Le premier bilan avancé par la société civile locale indique également que 528 cases ont été incendiées et 99 personnes blessées. Les victimes sont soignées à l'hôpital de Linga et de Rety. Certains postes de la police et de l'armée les plus proches ont été saccagés ou démantelés par les habitants en colère, qui ne supportent pas la présence des forces de l'ordre dans leur milieu, affirme la société civile locale.

**Jeudi 24 mars.**

**RDC : 100 000 cas de tuberculose dépistés chaque année.** Plus de cent mille cas de tuberculose sont dépistés chaque année en République démocratique du Congo, selon l'OMS. La RDC compte d'ailleurs parmi les trente pays dans le monde et le 4e de l'Afrique à forte charge de la tuberculose multi-résistante. Un effort devra ainsi être concentré aussi sur la détection et la prévention pour répondre aux cibles fixées par l'OMS, a indiqué

mercredi 23 mars, Florence Marchall, coordonnatrice de la communication du système onusien en RDC lors de la conférence de presse des Nations unies à Kinshasa.

**Nord-Kivu: le président de l'assemblée provinciale dénonce l'enlèvement d'une dizaine de personnes.** Le président de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu, Jules Hakizumwami, a dénoncé mercredi 23 mars l'enlèvement d'une dizaine de personnes par la milice Maï-Maï dirigée par « Chuma Maliene Jado ». Ces personnes ont été enlevées mardi sur la route Kisharu-Nymilima à Rutshuru, avant d'être relâchées après le paiement d'une rançon. Les otages ont payé chacun au moins 4 000 francs congolais (environ 4 USD) avant d'être relâchés. Le président de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu déplore l'inaction des autorités provinciales face à ces cas d'enlèvement.

**RDC: les députés divisés sur l'instruction de l'affaire visant leurs trois collègues.** Les avis des députés sont partagés au sujet de l'instruction de l'affaire qui vise leurs collègues Samy Badibanga, Muhindo Nzangi et Fabien Mutomb accusés de « faux et usage de faux ». Des sources proches de l'Assemblée nationale renseignant que les trois députés ont été convoqués par le procureur général de la République. Cette affaire suscite des réactions diverses parmi les députés. Mukingi Oswald, député de la Majorité présidentielle, souhaite que la justice et le bureau de l'Assemblée nationale respectent la procédure en la matière. Au sein du groupe parlementaire UDPS et alliés dont Samy Badibanga est le président, des élus parlent d'une affaire politique, soulignant que cette démarche vise à museler l'opposition parlementaire. Ils rappellent qu'une procédure avait été initiée le 10 décembre dernier pour la levée de l'immunité de ces trois députés nationaux. Ils font savoir que la plénière avait convenu de mettre en place une commission pour écouter les députés mis en cause. Cette commission qui n'a pas été mise en place. D'autres députés nationaux disent attendre d'être informés de cette affaire en plénière, avant de se prononcer.

**Le trafic routier entre Goma et plusieurs localités suspendu suite à l'insécurité.** Des transporteurs qui assurent le trafic routier entre Goma et Butembo, Bunagana, Ishasha, Vitshumbi et Kibirizi ont suspendu leurs activités depuis le mercredi 23 mars à cause de l'insécurité qui prévaut dans cette partie du Nord-Kivu. Pour expliquer leur décision, les responsables des agences de voyage évoquent notamment l'assassinat de 4 personnes dans le parc des Virunga et l'enlèvement de 18 autres personnes, toujours détenues par leurs ravisseurs.

**Haut-Lomami : des poissons portant des lésions découverts dans la rivière Lovoyo.** Des poissons de la pêche artisanale au mois de mai 2013, au bord de l'océan Atlantique à Moanda en République Démocratique du Congo. ©Don John Bompengo L'inspecteur de l'agriculture, pêche et élevage de la province du Haut Lomami, Evariste Kazembe a annoncé mercredi 23 mars la découverte des poissons qui portent des lésions sur leurs corps dans la rivière Lovoyo. Il déconseille aux habitants de la région de consommer ces poissons qui, selon lui, seraient porteurs d'une maladie encore inconnue.

**Ex-Katanga: 75 armes récupérées par la commission de désarmement dans le « triangle de la mort ».** Plus de vingt jours après le lancement de la campagne de sensibilisation sur le désarmement civil volontaire dans l'ex-Katanga, soixante-quinze armes à feu ont été récupérées dans les territoires surnommés « triangle de la mort ». Cette campagne se clôture à la fin du mois. Le chef d'antenne provinciale de la Commission nationale de contrôle des armes légères et des petits calibres, Pascal Leya, indiquent que les personnes qui rendent leurs armes reçoivent des biens comme des vélos, des motos, des moulins à grain, des filets de pêche. Il assure, en outre, que les civils qui rendent les armes ne feront pas l'objet des poursuites judiciaires.

**Environ 10 000 réfugiés rwandais enregistrés au Sud-Kivu et au Maniema.** Depuis le lancement en 2015 de la première phase du recensement biométrique des réfugiés rwandais vivant au Sud-Kivu et au Maniema jusqu'au 31 janvier 2016, dix-mille trois cent trente-deux personnes ont été enregistrées par la Commission nationale pour les réfugiés (CNR). Le chef d'antenne de la CNR à Bukavu, Gratien Mupenda Binankusu, a souligné que lors de l'opération du pré-enregistrement quarante-deux mille réfugiés ont été identifiés.

**Ex-Equateur: les candidats gouverneurs tentent de convaincre les députés provinciaux.** Quatre candidats au poste de gouverneur dans la nouvelle province de l'Equateur ont sollicité mercredi 23 mars les suffrages des députés provinciaux qui vont élire samedi le nouveau gouverneur de la province. Les candidats gouverneurs et vice-gouverneurs sont actuellement en campagne dans les assemblées provinciales.

**Sud-Kivu: 5 500 cas de tuberculose enregistrés en 2015.** La province du Sud-Kivu a enregistré 5597 cas de tuberculose en 2015, selon le ministre provincial de la santé, docteur Mwanza Nangunya. 20% de ces cas concernent les enfants. Il l'a annoncé jeudi 24 mars à Bukavu, à l'occasion de la commémoration de la journée

mondiale de la tuberculose. « Ces trois dernières années, on a notifié respectivement 4479 cas de tuberculose en 2013, 5031 en 2014 et 5597 en 2015 », détaille le ministre.

**RDC: Raymond Tshibanda appelle l'Onu à réduire de moitié les effectifs de la Monusco.** Le ministre des Affaires étrangères de la RDC, Raymond Tshibanda, a demandé mercredi 23 mars au Conseil de sécurité de l'Onu de réduire de moitié les effectifs de la force de la Monusco en RDC. Selon lui, le Gouvernement se fixe un objectif ambitieux, celui de contribuer à créer les conditions objectives qui permettent le retrait de la Monusco de la RDC. «D'ici la fin de cette année, la moitié de la force de la Monusco aujourd'hui déployée sur notre territoire devrait être retirée sans mettre en cause des acquis sur le plan sécuritaire et de la stabilisation du pays», a-t-il indiqué.

**Lancement de l'Afrimobile Money à Kinshasa.** Un nouveau produit de la messagerie financière a été lancé jeudi 24 mars à Kinshasa. Il s'agit d'Afrimobile Money. A cette occasion, le directeur des opérations de la Banque centrale du Congo a affirmé que, grâce à l'introduction du mobile banking, le volume de transaction en RDC était passé de 6 millions en 2014 à 54 millions en 2015. Selon les statistiques de la Banque centrale du Congo, le mobile money est venu répondre aux difficultés rencontrées par la population pour avoir accès aux services financiers de base. C'est pour cette raison, selon lui, qu'il a été adopté par l'autorité monétaire.

**Vendredi 25 mars.**

**RDC: les Etats-Unis débloquent 43 millions USD pour des opérations humanitaires.** Les Etats-Unis accordent environ 43 millions de dollars américains au Programme alimentaire mondial (PAM) pour lui permettre d'assister plus de 1,6 millions de personnes vulnérables en RDC. Parmi les bénéficiaires, les personnes affectées par les conflits armés dans l'Est du pays, au cours de cette année 2016. La cérémonie officielle de remise de ce don s'est déroulée jeudi 24 mars à Goma.

**Butembo : reprise des activités commerciales après deux journées « ville-morte ».** Les activités économiques ont repris jeudi 24 mars dans la ville de Butembo après deux journées villes-mortes mardi et mercredi dernier. Boutiques, coopératives financières, banques et représentations de télécommunication étaient restées fermées à l'appel de la communauté Nande. Cette dernière entendait par ces mouvements protester contre l'assassinat, le dimanche 20 mars à Bunyuka (Beni), du prêtre catholique assumptionniste Vincent Machozi, qui était le président international de cette communauté.

**Mbandaka: la police manque de carburant pour ses véhicules.** Les unités de la police de Mbandaka manquent de carburant dans leurs véhicules pour organiser des patrouilles mobiles et assurer la sécurité sur l'ensemble de la ville. Le commissaire provincial de la police de Mbandaka l'a dit jeudi 24 mars à Constant Mogbema, le président des notables de Mbandaka. Depuis deux semaines la population fait face à des cas de cambriolage des maisons et boutiques par des hommes armés sans que la police n'intervienne, s'est plaint Constant Mogbema.

**Maniema : les cultures vivrières attaquées par une mouche blanche.** Une mouche blanche attaque le riz, le manioc et la banane plantain dans les territoires de Kailo et de Pang'i (Maniema). A en croire le ministre de l'Agriculture, pêche et élevage du Maniema, Pierre Andala Katy Mulingwa, cet insecte ravageur vit dans des endroits à forte humidité et attaque dangereusement les cultures vivrières.

**Nord-Kivu : reprise du trafic routier entre Goma et plusieurs localités.** Des transporteurs qui assurent le trafic routier entre Goma et Butembo, Bunagana, Ishasha, Vitshumbi et Kibirizi, qui avaient suspendu leurs activités depuis le mercredi 23 mars à cause de l'insécurité qui prévaut dans cette partie du Nord-Kivu, ont repris le service vendredi 25 mars 2015. Les transporteurs et responsables d'agences de transport indiquent qu'un compromis a finalement été trouvé jeudi 24 mars entre eux et les autorités de la province. Le ministre provincial de Transport leur a donné quelques garanties pour leur sécurité. Ainsi, les véhicules de transport en commun seront escortés par ceux des Forces armées de la RDC.

**Ituri : 60 kg d'or quittent frauduleusement la province par trimestre, selon le CEEC.** Soixante kilogrammes d'or quittent frauduleusement la Province de l'Ituri tous les trois mois à destination du marché de l'Ouganda voisin, ont indiqué les responsables le Centre d'évaluation, d'expertise et de certification des matières précieuses et semi-précieuses(CEEC). Ce qui représente une perte de 2 227 860 dollars américains, au prix de Bunia. Selon le CEEC, les minerais exploités par les creuseurs artisanaux quittent le pays sans respecter la filière normale de la traçabilité.

**Tshopo : les candidats gouverneurs ont présenté leur plan d'action devant les députés provinciaux.** Les trois candidats au poste de gouverneur de la nouvelle province de la Tshopo se sont succédés tour à tour devant les députés provinciaux pour présenter leur plan d'action.

**La journée internationale de la femme célébrée avec les détenues de la prison centrale de Bukavu.** Au cours d'une célébration de la journée internationale de la femme jeudi 24 mars à la prison centrale de Bukavu (Sud-Kivu), une trentaine de femmes détenues dans cette maison carcérale, ont demandé la célérité de leurs dossiers judiciaires. La plupart des femmes arrêtées pour des infractions de droit commun se disent plutôt disposées à vivre en famille pour l'éducation de leurs enfants.

**Kinshasa: regain d'insécurité à Mont-Ngafula.** Des bandits armés sont accusés de semer, depuis quelques jours, l'insécurité dans la commune urbano-rurale de Mont-Ngafula (Kinshasa). Selon des sources concordantes, ces assaillants font incursion dans des maisons et boutiques pour piller les biens de valeur et terroriser la population de cette partie de la capitale. Les mêmes sources indiquent que le dernier cas remonte au début de cette semaine.

**RDC: plaidoyer pour l'adoption du projet de révision du code minier au Parlement.** Des ONG œuvrant dans le secteur des ressources naturelles appellent le Parlement à inscrire et adopter le projet de révision du code minier au cours de la session ordinaire de mars. Ces structures ont lancé leur appel, vendredi 25 mars, dans mémorandum adressé au président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku.

**Samedi 26 mars.**

**RDC: élection des gouverneurs dans 20 nouvelles provinces.** L'élection de gouverneurs et vice-gouverneurs est prévue samedi 26 mars dans vingt des vingt-et-une nouvelles provinces. Il n'y a pas de suspens dans des provinces telles que le Kasai central, Lomami et Sankuru, où un seul candidat gouverneur a été enregistré. Ce scrutin se passe aussi sur fond d'accusations de corruption, de menaces, de désistement ou retrait de candidatures. Dans la province du Lualaba, le candidat Eugene Mbomb s'est désisté au profit de Richard Muyej, le commissaire spécial du Gouvernement, qui est resté seul en lice. Au Maï-Ndombe, le candidat indépendant François Kaniki s'est retiré lui aussi sa candidature. Il dénonce des pressions qui auraient été exercées par le pouvoir sur la compagnie d'aviation dont l'appareil devait l'emmener à Inongo pour battre campagne. L'ordre a été donné » à cette compagnie pour qu'il n'arrive pas à Inongo avant la fin de la campagne, a soutenu François Kaniki, sans autres précisions. François Kaniki accuse par ailleurs le président de l'assemblée provinciale du Maï-Ndombe de tenir un discours xénophobe par contre son ethnie.

**Uvira: l'ONG Sofad sensibilise les femmes sur la loi relative à la parité.** Près de cinquante femmes, membres du mouvement « Rien sans les femmes », ont pris part vendredi 25 mars à Uvira (Sud-Kivu) à une campagne de sensibilisation, de prise de conscience et d'analyse de la loi sur la parité avec les organisations de la société civile et les leaders communautaires du territoire d'Uvira. L'ONG locale Solidarité des femmes activistes pour la défense des droits humains (Sofad) déplore qu'il n'y ait pas de sanctions prévues dans cette loi contre les responsables qui ne respectent pas le principe de la parité.

**Incendie du Campus du Lac à Goma: 8 étudiants écope de deux ans de prison.** Le verdict est tombé vendredi 25 mars à Goma (Nord-Kivu) dans l'affaire opposant le ministère public aux onze étudiants du Campus du Lac de Goma : huit étudiants ont été condamnés à deux ans de prison ferme, trois autres ont tout simplement été acquittés par le juge du tribunal de grande instance de Goma. Trois chefs d'accusation étaient retenus contre eux : incendie criminel, destruction méchante, coups et blessures volontaires. Le tribunal de grande instance de Goma a décidé que les institutions d'enseignement supérieur installés sur le Campus du Lac, qui ont enregistrées des pertes lors des troubles commanditées par ces étudiants, soient indemnisées. De ce fait, les condamnés sont appelés à payer les dommages causés lors des échauffourées mardi dernier. Il s'agit notamment d'une somme de 20 000 dollars américains qui sera versé à l'Université de Goma «Unigom». L'Institut supérieur des techniques médical, l'ISTOU (Institut supérieur du tourisme) et ISTA (l'Institut supérieur des techniques appliquées) recevront chacun 10 000 dollars américains de dommages et intérêts.

**RDC: liste de nouveaux gouverneurs de province élus.** La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a organisé samedi 26 mars l'élection de gouverneurs et vice-gouverneurs dans vingt des vingt-et-une nouvelles provinces de la RDC. Les résultats disponibles pour dix-neuf provinces indiquent que la majorité présidentielle va diriger quatorze provinces. Cinq candidats indépendants ont été élus gouverneurs au Bas-Uélé, Haut-Uélé, Equateur, Kasai-central et à la Mongala. Aucune femme n'a été élue gouverneure.

**Dimanche 27 mars.**

**Éliminatoires-Can 2017: la RDC domine l'Angola (2-1).** Les Léopards de la RDC ont dominé les Palancas Negras d'Angola sur le score de deux buts à un, samedi 26 mars, au stade des Martyrs de la Pentecôte. Cette victoire permet à la RDC de passer en tête du groupe B des éliminatoires de la Can 2017 avec six points avant l'Angola (4 points), la RCA (4 points) et le Madagascar (2 points).

**Ituri: le commissaire spécial Abdallah Penembaka élu gouverneur.** Le commissaire spécial de l'Ituri, Jefferson Abdallah Penembaka, a été élu samedi 26 mars gouverneur de cette nouvelle province issue du démembrement de la Province Orientale. Il a déclaré après son élection que les députés provinciaux ont exprimé la volonté des habitants de l'Ituri. Le candidat de la Majorité présidentielle a remercié les députés provinciaux qui lui ont fait confiance.

**Ex-Kasaï-Oriental: les 3 commissaires spéciaux élus gouverneurs.** Les trois commissaires spéciaux qui dirigent les provinces issues du démembrement du Kasaï-Oriental ont été élus gouverneurs samedi 26 mars. Ils se sont tous présentés comme des candidats de la Majorité présidentielle.

**Kinshasa: une centaine de femmes sensibilisées sur le genre et les violences sexuelles.** Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme, l'ONG Gouvernance plus et le bourgmestre de la commune de Mont Ngafula ont organisé samedi 26 mars à Kinshasa une journée de sensibilisation sur les questions des droits des femmes, du Genre et de la lutte contre les violences sexuelles. Une centaine de femmes, dont des élèves, y ont pris part. Les participants ont notamment échangé sur les démarches à entreprendre en cas de violence sexuelle.

**Haut-Katanga: 71% des écoles publiques disposent d'au moins un point d'eau.** Selon une enquête de l'Institut national de statistique du Haut-Katanga, 71 % des écoles publiques disposent d'au moins un point d'eau. L'étude révèle également que cette eau n'est pas toujours potable.

**Ituri: l'armée attaque les miliciens FRPI à Walendu-Bindi.** Les Forces armées de la RDC (FARDC) attaquent depuis le début de cette semaine les positions des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) dans la chefferie de Walendu-Bindi. Ces attaques ont pour objectif de déloger les miliciens de cette zone où ils voulaient se réorganiser. Les militaires pourchassent les miliciens dans six campements où ils se cachaient.

**Nord-Kivu: deux militaires tués dans une attaque des miliciens à Masisi.** Deux militaires ont été tués et un autre blessé samedi 26 mars lors d'une attaque des miliciens Nyatura et APCLS dans la localité de Mpati en territoire de Masisi. Les militaires ont capturé un milicien. Pour le moment, rapportent des sources militaires, l'armée contrôle la situation à Mpati. Une source militaire rapporte que cette attaque est une riposte aux opérations menées par l'armée à Mpati.

**Jean Ilongo veut faire de la Tshopo « une province vivable ».** Le nouveau gouverneur de la Tshopo, Jean Ilongo Tokole, a déclaré après son élection qu'il voulait rendre cette province « vivable ». Il a invité les habitants de la Tshopo à l'aider à atteindre cet objectif. Pour Casimir Ngumbi, enseignant à l'Université de Kisangani, le nouveau gouverneur devrait notamment s'occuper de la réhabilitation de la voirie urbaine et des routes de desserte agricole, de la relance de l'économie et de la suppression des barrières routières.

**Sécurité des routes du Nord-Kivu: la société civile réclame des mesures durables.** Après la décision des autorités du Nord-Kivu de faire escorter les véhicules transportant des passagers et des marchandises par des militaires, la société civile de Rutshuru réclame des mesures durables pour mettre fin à l'insécurité sur les routes de cette zone. Jean-Claude Babanze, président de la société civile de Rutshuru, plaide notamment pour la traque des groupes armés et la multiplication des positions de l'armée le long des routes.

**Tanganyika: la population plaide pour un gouvernement de cohésion.** Au Tanganyika, les habitants appellent le nouveau gouverneur Richard Ngoie Kitangala à mettre en place un gouvernement de cohésion pour le développement de cette province. Ces populations sollicitent également que le nouveau gouverneur puisse se charger de l'amélioration de la vie sociale et créer des emplois.

**Kasumbalesa: des ex-agents temporaires de l'OCC réclament leurs décomptes finals.** Trente-six anciens employés de l'Office congolais de contrôle (OCC) de l'agence de Kasumbalesa réclament leurs décomptes finals, après avoir presté pendant plus de dix ans. Ces ex-temporaires dénoncent également le fait qu'ils n'ont pas été

engagés malgré toutes les promesses de l'entreprise. A la place, ils disent avoir vu d'autres personnes être promues.

**Sud-Kivu: la société Twangiza Mining a assisté les familles démunies.** La société Twangiza Mining de la compagnie minière Banro a assisté, samedi 26 mars, cent personnes vulnérables des chefferies de Luhwinja, Burhinyi et de Kaziba (Sud-Kivu). Cette cérémonie dénommée «Hand of compassion » a été organisée en la résidence du Mwami de Luhwindja. Des personnes assistées ont reçu chacun une vache et une enveloppe de 100 dollars américains. La société Twangiza Mining a également remis la somme de 1000 dollars américains à l'orphelinat de Kaziba qui héberge environ soixante-six enfants.

**Des femmes artistes honorées à la première édition du «Festi-femmes».** Des femmes artistes de différents domaines ont été honorées à la première édition du Festi femmes, organisée depuis une semaine, à Kinshasa. A l'occasion, le public a découvert des femmes spécialisées notamment aux arts scéniques et plastiques. A l'initiative de Bénédicte Shotsha Etshoko, ce festival entend notamment contribuer à la promotion et l'autonomisation de la femme artiste en RDC et créer un espace d'échange pour les femmes artistes.

**Lundi 28 mars.**

**Elections des gouverneurs: la réussite de la MP résulte d'une politique efficace, selon Atundu.** André-Alain Atundu Liongo, porte-parole de la Majorité présidentielle (MP) a estimé dimanche que les bons résultats de son camp qui a obtenu quatorze de vingt postes de gouverneurs des provinces lors de l'élection organisée la veille est le résultat d'une politique efficace mise en place au sein de sa plate-forme. L'opposition a une nouvelle fois accusé le camp présidentiel de corruption. Sur les quatorze postes des gouverneurs raflés par la Majorité, aucun ne revient à une femme.

**Kikwit: la société civile plaide pour l'effectivité de la gratuité de l'enseignement primaire.** La société civile de la province du Kwilu demande au Gouvernement de rendre effective la gratuité de l'enseignement primaire dans cette province. Cette demande constitue l'une des recommandations du forum communautaire de plaidoyer pour la gratuité, la qualité et l'accès équitable à l'éducation primaire, organisée le 23 et le 24 mars à Kikwit par le projet «Vas-y Fille» avec le soutien de la coopération britannique.

**Sankuru: un conflit de succession fait un mort et un blessé par balle.** Une personne a été tuée et une autre blessée par balles vendredi 25 mars dans la localité d'Okoko Dive, en territoire de Lubefu (Sankuru) lors des affrontements provoqués par un conflit de succession impliquant deux cousins, rapportent des sources locales. Les antagonistes ont aussi incendié des maisons, dont le nombre n'a pas été précisé par les mêmes sources.

**Nord-Kivu: 4 morts dans des affrontements entre FARDC et miliciens à Mpati.** Un capitaine des Forces armées de la RDC et un déplacé ont été tués lors des affrontements qui ont opposé, dimanche 27 mars, les militaires congolais à la coalition des miliciens Nyatura et rebelles rwandais des FDLR, dans le village de Mpati (Nord-Kivu). La veille, deux autres soldats ont été tués dans une embuscade tendue par les mêmes miliciens, rapportent des sources policières.

**Des présumés auteurs des viols et meurtres comparaissent à la prison de Bunia.** La cour militaire de l'ex-Province Orientale démembrée organise depuis vendredi 25 mars des audiences foraines [NDRL : tenues hors des palais de justice] à la prison centrale de Bunia (Ituri). D'après le président de cette instance, environ cinquante dossiers en appel seront tranchés, durant deux semaines, par les juges en provenance de Kisangani pour des cas des viols, meurtres, assassinats et vols à mains armés.

**La population de Beni appelée au civisme fiscal.** Au cours d'une séance de sensibilisation samedi 26 mars dans la chefferie de Watalinga (Nord-Kivu), le chef de centre de la Direction générale des recettes du Nord-Kivu (DGRNK) à Beni, Tom Bin Amuri, a appelé la population locale à paiement des impôts et taxes. Cette sensibilisation au civisme fiscal, débutée par les assujettis des chefferies de Watalinga et Bashu, va durer une semaine. Selon Tom Bin Amuri, Beni connaît une baisse des recettes depuis trois mois du fait que certaines importations destinées au Nord-Kivu sont déclarées dans d'autres provinces, notamment à Bunia et Mahagi (Ituri) et à Bukavu (Sud-Kivu). Les opérateurs économiques de Beni soutiennent qu'ailleurs les conditions de dédouanement sont favorables.

**Uvira: un mort et un blessé lors d'une nouvelle attaque d'un convoi de la Caritas.** Une personne a été tuée et une autre blessée vendredi 25 mars au sud d'Uvira au cours d'une attaque armée menée par des individus non autrement identifiés contre un véhicule de location de l'ONG catholique Caritas, qui transportait les salaires du



mois de mars des enseignants du territoire de Fizi. Les victimes sont le conducteur, décédé sur la route de l'hôpital, et la comptable de la Caritas/Uvira. Les assaillants ont aussi emporté environ 210.869 USD.

**La Banque mondiale satisfaite de la reprise du trafic sur la route Kalemie-Lubumbashi.** Le directeur des opérations de la Banque mondiale en RDC, Amadou Moustapha Ndiaye, a exprimé lundi 28 mars sa satisfaction à l'issue d'une mission de contrôle qu'il a organisée du dimanche 27 à lundi 28 mars à la tête d'une délégation de cette institution pour les deux Congo pour évaluer le projet de réhabilitation de la route de Lubumbashi-Pweto-Kalemie. Ce projet est financé par la BM. Selon lui, cet axe routier, long de 900 kilomètres et autrefois abîmé, est devenu praticable et son trafic fluide.

**Maniema: des poissons portant des lésions signalés dans 100 étangs.** Environ cent étangs comptent des poissons présentant des lésions sur leurs corps, a affirmé lundi 28 mars le président de la société civile de la sous-coordination de Wakabangu 2 dans la province du Maniema. Seul le groupement Ikinga n'est pas encore touché par ce phénomène, a précisé la même source. Ces poissons portant des plaies ont été signalés en janvier dernier dans les provinces issues de la Province Orientale et de l'Equateur. Le ministre de l'Agriculture avait interdit la consommation de ces poissons. Ce phénomène s'étend actuellement au Maniema.

**Les ADF et la LRA constituent de nouvelles formes de terrorisme, selon le général Bisengimana.** Le chef de la police en RDC, général Charles Bisengimana, estime que les ADF et la LRA constituent de nouvelles formes de terrorisme au même titre que les Shebab en Somalie. Il l'a fait savoir lundi 28 mars à Kinshasa à l'ouverture de la 4ème réunion spécialisée sur les nouvelles formes de criminalité en émergence en Afrique centrale. Au cours de cette rencontre de trois jours, les chefs des polices de la sous-région vont réfléchir sur des stratégies de lutte contre le terrorisme et la cybercriminalité pour permettre à la police d'être plus efficace dans ce domaine.

**Plus de 3 000 familles ont fui Kalehe à cause de l'insécurité. Plus de trois mille ménages habitant Kalehe ont quitté ce territoire depuis juillet 2015 à cause des affrontements entre des groupes armés et l'armée,** a indiqué dimanche 27 mars le chef du sous-bureau d'Ocha au Sud-Kivu, Silk Emmanuelo Skweng. Selon Ocha, Kalehe reste le territoire du Sud-Kivu où les déplacements des populations suite à l'insécurité sont plus « intenses » depuis juillet 2015.

**Lualaba: les creuseurs artisanaux reçoivent une balance électronique des minerais.** Les autorités provinciales du Lualaba ont remis à près de trois mille creuseurs artisanaux du site de Kawama une balance électronique pouvant mesurer jusqu'à deux tonnes et demies de minerais ainsi qu'un Metorex, appareil d'évaluation de la teneur des minerais. Le gouverneur de Lualaba, Richard Muyej Mangez, l'a annoncé à la presse samedi 26 mars. La balance électronique devrait permettre aux creuseurs et aux négociants de mesurer le poids exact des minerais. Le poids de minerais est souvent à l'origine des tensions entre les deux parties.

**La constitution ne prévoit pas une extension du mandat présidentiel, selon Jérôme Bonso.** « La constitution ne prévoit nullement que si la Ceni ne parvient pas à organiser l'élection du président de la République dont le nombre de mandats est limité à deux, elle peut s'adresser à la Cour constitutionnelle pour une petite extension », a déclaré lundi 28 mars Jérôme Bonso, secrétaire permanent de l'ONG « Agir pour des élections transparentes et apaisées » (AETA). Le président de la commission électorale nationale indépendante (Ceni), Corneille Nangaa, a indiqué le 17 mars courant qu'il comptait introduire une requête à la Cour constitutionnelle pour obtenir « une petite extension » pour pouvoir organiser l'élection présidentielle. Pour Jérôme Bonso, la Cour constitutionnelle et la Ceni n'ont pas le droit de proroger le mandat présidentiel.

**Mardi le 29 mars.**

**Beni: un mort et plusieurs maisons incendiées après une attaque armée.** Une attaque perpétrée samedi 26 mars dans la soirée par des présumés rebelles ADF dans plusieurs localités du territoire de Beni a fait un mort, un blessé, deux disparus et vingt-huit maisons incendiées. Des sources locales indiquent que les assaillants étaient lourdement armés.

**Nord-Kivu: le Fonds social construit 6 salles de classe d'une école de Masisi.** Le Fonds social de la République démocratique du Congo (FSRDC) a remis lundi 28 mars six nouvelles salles de classe et des latrines, qu'il a construites, à l'Institut Miséricorde divine à Kirotshe, une localité située dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu.

**Goma: soulèvement populaire après le meurtre du chef du quartier Mugunga.** Une vive tension est observée, depuis tôt ce mardi 29 mars matin à Mugunga, quatre jours après l'assassinat du chef de ce quartier périphérique de Goma (Nord-Kivu). Les habitants en colère ont placé des barricades sur la route Goma-Saké pour demander à la cour militaire de prononcer le verdict contre les présumés assassins de Kadede Nsindiro, abattu dans la nuit de vendredi à samedi dernier. Munis d'armes blanches (couteaux, machettes, bèches et autres), ces manifestants exigent également la restitution du corps de leur chef de quartier.

**Bukavu: un incendie ravage 33 maisons à Ibanda.** Un incendie d'origine inconnue a ravagé trente-trois maisons d'habitation, lundi 28 mars, dans la commune d'Ibanda, à Bukavu (Sud-Kivu). Trois jeunes ont été blessés et un bébé brûlé légèrement pendant le secours, indique le chef du quartier Nyalukemba, ajoutant que beaucoup de biens de ménages ont été calcinés. L'origine du feu n'est pas connue, mais les habitants du quartier Nyalukemba soupçonnent un court-circuit électrique.

**Mbandaka: un notable de Bikoro dénonce le détournement des motos destinées à son entité.** Le chef du secteur d'Elanga dans le territoire de Bikoro (Equateur), Didier Lotawa, dénonce le détournement des motos et moteurs hors-bords destinés à son entité. Dans une déclaration faite mardi 29 mars à Radio Okapi, il accuse le commissaire spécial, Roger Mwamba, d'avoir remis ces engins à une personne, membre du parti de l'autorité provinciale, mais qui n'en a pas qualité. Selon Didier Lotawa, ces engins ont été achetés à l'aide des frais de rétrocession retenus par l'autorité provinciale.

**Nord-Kivu: fermeture de 32 unités de fabrication de boissons «non conformes».** Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a ordonné la fermeture de trente-deux unités de fabrication de boissons fortement alcoolisées, des jus et eau de table «non conformes». Dans son arrêté publié lundi 28 mars, il a expliqué que cette mesure visait à préserver la santé de la population de cette province contre la consommation de ces boissons produites hors normes.

**Mweka: les opérateurs économiques se plaignent de la multiplicité des taxes.** Le président du comité d'acheteurs et évacuateurs des produits agricoles de Mweka (Kasaï), Mukenge Mwamba, a dénoncé lundi 28 mars la multiplicité des taxes, instaurées selon lui par l'administrateur dudit territoire et quelques services d'assiettes de la province. Ces taxes découragent les revendeurs et évacuateurs des produits locaux et préjudicient en même temps les producteurs locaux, a-t-il fait remarquer. Selon Mukenge Mwamba, l'administrateur de Mweka a instauré 4 taxes pour les transactions dans le secteur agricole.

**Dungu: trois morts dans un accrochage entre FARDC et braconniers.** Trois militaires des Forces armées de la RDC (FARDC) ont succombé à leurs blessures après un accrochage avec des braconniers d'origine étrangère connus sous le nom de «Woudas». L'incident est intervenu vendredi 25 mars dans la localité de Ngilima, à 45 kilomètres à l'ouest de Dungu (Haut-Uele).

**La RDC appelée à renforcer l'éducation environnementale de la population.** Docteur en sciences et chercheur au Centre de recherches forestières internationales (Cifor), Christian Amani recommande au gouvernement congolais de renforcer l'éducation environnementale aux villages et dans les grands centres urbains. Il a lancé cet appel, dans un entretien accordé récemment à Radio Okapi. Pour cet expert en environnement, l'éducation environnementale permettra à la RDC de créer un lien entre les jeunes et les écosystèmes qui, selon lui, jouent un rôle important pour l'équilibre écologique. Christian Amani souligne que la diversité biologique est menacée dans la partie Est de la RDC.

**RDC: publication de la liste d'experts-comptables agréés.** Une commission spéciale chargée d'agrément a publié, samedi 26 mars, la liste de premiers experts-comptables de la RDC. La publication de cette liste a marqué un tournant décisif dans l'histoire de la profession comptable en RDC par un cadre normatif, a estimé le vice-président de cette structure, André Foko Tomena. André Foko Tomena est d'avis que la publication de cette liste permet à l'Onec de se doter de ses premiers membres et de se placer sur les rails.

**RDC : une conférence et un sondage de Deloitte sur la consommation numérique et médiatique.** Deloitte, l'un des quatre grands cabinets d'audit et de conseil dans le monde, organise pour la seconde édition en RDC, une conférence-débat, le 21 avril prochain, avec les principaux dirigeants des entreprises du secteur des Technologies, Médias et Télécommunication (TMT) ainsi que les institutions publiques concernées sur le thème de TMT. A cette occasion, Deloitte RDC met à la disposition des internautes un sondage afin d'identifier au plus près les habitudes de consommation numérique et médiatique des congolais.

**Goma: retour au calme après des manifestations au quartier Mugunga.** Le calme est revenu mardi 29 mars en début d'après-midi au quartier Mugunga à Goma après un soulèvement populaire consécutif au meurtre du chef de ce quartier. Des sources sur place parlent d'un calme « apparent ». Deux manifestants ont été arrêtés. Un enfant a été blessé par balle à la jambe.

**Éliminatoires-Can 2017: la RDC prend la tête du groupe B.** La RDC a battu mardi 29 mars à Luanda l'Angola sur le score de deux buts à zéro, en match de la quatrième journée des éliminatoires de la Can 2017. Une victoire qui permet aux Congolais de totaliser neuf points et de prendre la tête du groupe B de ces éliminatoires.

**Mercredi 30 mars.**

**RDC: le groupe parlementaire UDPS désapprouve les poursuites contre 3 députés de l'opposition.** Le groupe parlementaire UDPS et alliés déplore la gestion du dossier de trois députés de l'opposition (Muhindo Nzangi, Samy Badibanga et Fabien Mutomb) que le procureur général de la République voudrait poursuivre pour « faux et usage de faux ». Dans une déclaration lue mardi 29 mars au palais du peuple, siège du Parlement, ces élus ont fait savoir que l'Assemblée nationale avait déjà décidé la mise en place d'une commission d'enquête. Ils s'étonnent que le bureau de la chambre basse du Parlement autorise l'instruction de cette affaire. Pour Jean-Claude Vuemba, premier vice-président du groupe parlementaire UDPS et alliés, il s'agit d'une tentative de musèlement de l'opposition politique.

**Kinshasa : la NSCC forme les journalistes sur leur rôle en période électorale.** Trente journalistes congolais ont participé mardi 29 mars à Kinshasa, à une formation sur le rôle et responsabilité des professionnels des médias dans l'accompagnement des organisations de la société civile en période électorale. Cette session a été organisée par la Nouvelle société civile congolaise (NSCC), dans le cadre de son projet « Action citoyenne de proximité pour les élections démocratiques ».

**Equateur : la MP demande l'annulation de l'élection du gouverneur.** Les avocats de la Majorité présidentielle (MP) ont déposé, mardi 29 mars à la Cour d'appel de Mbandaka, un recours en annulation de l'élection du gouverneur organisée samedi 26 mars dernier. Tony Bolamba a été élu gouverneur de l'Equateur, à l'issue du scrutin qui s'est tenu samedi dernier. Il a promis la modernisation de la province. Ce candidat indépendant a été crédité de dix-sept voix contre six pour Jean-Claude Baende, ancien gouverneur et candidat de la Majorité présidentielle.

**RDC : la société civile africaine milite pour faciliter aux populations l'accès à l'énergie.** La société civile africaine regroupant les ONG de défense des droits de l'homme et d'autres qui s'occupent des questions des femmes comptent faciliter aux populations africaines l'accès à l'énergie. Pour l'ONG Open Society Initiative of Southern Africa (OSISA), il est impossible de parler du développement durable sans électricité. « Sans énergie électrique, c'est un problème pour décoller. Le développement durable en général ne peut pas être correctement atteint sans énergie électrique de qualité », a renchéri Nick Elebe Ma Elebe, Directeur pays d'Osisa.

**La société civile force vive réclame une révision de la loi électorale.** La société civile force vive de Kinshasa a demandé, mardi 29 mars dans un memo, aux députés nationaux de réviser en urgence et au cours de cette session parlementaire de mars, les articles 115, 145 et 146 de la loi électorale. Carlos Mupili, coordonnateur de la société civile force vive, explique que ces trois articles conditionnent l'élection des députés nationaux et sénateurs à un recensement préalable de la population. Si ces articles ne sont pas révisés, Carlos Mupili craint que les élections législatives, provinciales et sénatoriales soient bloquées pendant plusieurs années.

**Nord-Ubangi : Marie-Thérèse Gerengbo élue gouverneur.** La candidate de la Majorité présidentielle, Marie-Thérèse Gerengbo, est élue gouverneur du Nord-Ubangi, à l'issue du deuxième tour du scrutin organisé mardi 29 mars. Elle a obtenu 10 voix contre 8 pour André-Teddy Kapalata, candidat du Mouvement de libération du Congo (MLC).

**Lubumbashi : les travailleurs de la Brasimba contre la réduction de moitié de leurs avantages sociaux.** Des centaines d'agents de la Brasimba à Lubumbashi (Haut-Katanga) en colère, observent depuis mardi 29 mars, un arrêt de travail. Cette entreprise brassicole, annonce la réduction de moitié de certains avantages sociaux et la suppression d'autres. Comme raisons avancées dans ce document affiché devant le bâtiment, la crise économique, l'insécurité et le mauvais état des routes, témoignage un agent. « Les heures supplémentaires sont supprimées, le 13e mois également. La farine, au lieu de 50 Kg, il veut nous en donner 25 Kg. Nous voulons qu'il

écrive une lettre abrogeant cette décision», indique-il. La direction de l'entreprise a engagé le même mardi des discussions avec la délégation syndicale.

**Des expulsés de Brazzaville vivent encore dans la rue à Kinshasa.** Le député national Jean-Lucien Busa a demandé mardi 29 mars aux autorités congolaises de trouver une solution au problème d'environ deux cents expulsés de Brazzaville qui vivent dans la rue en face de la maison communale de Kinshasa près de deux ans après leur expulsion.

**Nord-Kivu : les retournés du groupement Ikobo vivent difficilement.** Les retournés du groupement Ikobo dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu), sont confrontés à plusieurs difficultés. Ces 900 familles en déplacement à Miriki, territoire de Lubero, suite aux affrontements entre différents groupes armés Mai-Mai et les FDLR, ont regagné certains de leurs villages depuis le 17 mars dernier. Non seulement ils font face aux problèmes humanitaires, ils connaissent également des problèmes de réintégration sociale dans leurs milieux, rapportent des sources locales.

**Sud-Kivu : un déplacement des populations signalé à Nindja.** Un mouvement massif des populations est constaté depuis le week end dernier à Nindja dans le territoire de Kabare (Sud-Kivu). Selon la société civile locale, les populations se déplacent vers l'entité voisine de Kalonge à Kalehe, fuyant les affrontements en cours entre les FARDC et les Raïa Mutomboki du groupe Mabala.

**Tanganyika : la présence d'éléphants perturbe la campagne de vaccination contre la polio à Kiluba.** La campagne de vaccination contre la polio est perturbée dans le secteur de Kiluba, 70 km au sud du territoire de Manono (Tanganyika), par des éléphants en divagation et l'état des routes qui empêche l'acheminement des entrants.

**RDC: l'Onu reconduit sa mission et appelle à des élections crédibles.** L'Onu a reconduit mercredi 30 mars pour un an sa mission en République démocratique du Congo (Monusco) et a appelé Kinshasa à tenir rapidement des élections libres et crédibles, indique l'AFP. Une résolution proposée par la France et adoptée à l'unanimité « exhorte le gouvernement et toutes les parties prenantes à garantir un processus électoral libre, équitable, crédible » et la tenue d'élections « en temps voulu, en accord avec la constitution ».

**Nord-Kivu : l'activité touristique en nette croissance, selon l'ICCN.** L'activité touristique au Nord-Kivu enregistre une nette croissance par rapport aux deux dernières années. C'est ce qu'a indiqué mardi 29 mars Emmanuel De Merode, directeur provincial de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) à la presse. La nette amélioration de l'activité touristique au Nord-Kivu est selon Emmanuel De Merode consécutive à l'amélioration de la sécurité des touristes.

**Des clients affluent vers la Biac pour retirer leur argent.** De nombreux clients de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac) se rendent depuis quelques jours aux distributeurs de billets et agences de cette banque à Kinshasa pour procéder à des retraits d'argent. Des retraits d'argent qui sont effectués alors que certaines informations font état des difficultés que connaît cette institution bancaire.

**RDC: le G7 demande à Moïse Katumbi de se présenter à l'élection présidentielle.** Au terme d'un conclave organisé à Kinshasa, la plateforme de l'opposition G7 a demandé mercredi 30 mars à l'ancien gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, de se présenter à la prochaine élection présidentielle en RDC. Cette structure lance cet appel à neuf mois de la fin du deuxième et dernier mandat de l'actuel chef de l'Etat Joseph Kabila.

**Nord-Kivu : le HCR appelle les autorités à assurer la protection des déplacés de Mpati** Le HCR appelle les autorités congolaises à assurer la protection et la sécurité des populations déplacées de Mpati au Nord-Kivu. « Il y a des informations comme quoi il y aurait environ 29 000 personnes qui étaient dans les sites de Mpati et Kivuye qui ont quitté ces sites. Des affrontements entre l'armée et une coalition de milices ainsi que la fermeture des camps des déplacés à Mpati auraient occasionné cette situation.

**Jeudi 31 mars.**

**Difficultés de la BIAC : l'analyste Michel Somwe explique.** «Les difficultés de la BIAC sont énormes mais c'est encore possible de sauver cette banque ». Michel Somwe, professeur d'économie et analyste, affirme à Radio Okapi que la situation financière de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC), l'une des mieux implantées dans le pays, est catastrophique. D'après lui, les difficultés de la BIAC et plus globalement ce qu'il considère comme la faillite du système bancaire en RDC est imputable en partie à la Banque centrale du Congo (BCC). «La BCC a démissionné de ses fonctions de la banque des banques ou de prêteur en dernier

ressort», avance Michel Somwe. «La BIAC aujourd'hui est exposée parce qu'il lui a manqué le filet de sécurité qu'est la Banque centrale. Et elle paie le prix fort de sa naïveté. Les plus gros crédits qui pèsent lourds dans les comptes de la BIAC sont venus de son désir de soutenir l'Etat congolais dans ses charges régaliennes», assène l'analyste. Il donne l'exemple de la police nationale congolaise pour laquelle la BIAC a consenti « un prêt important » pour son équipement. Ce crédit n'est pas remboursé à ce jour, déclare-t-il. La BIAC a en outre accordé à la Société congolaise des postes et télécommunications (SCPT) un crédit de 12 millions de dollars pour le projet de connexion à la fibre optique, indique la même source. Cet autre crédit n'a pas non plus été remboursé.

**Affaire de 3 députés de l'opposition: Aubin Minaku justifie l'autorisation accordée au PGR.** Le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, a estimé mercredi 30 mars que la décision d'autoriser l'instruction du dossier des députés Muhindo Nzangi, Samy Badibanga et Fabien Mutomb pouvait permettre au Procureur général de la République (PGR) «de pouvoir classer les dossiers sans suite faute des charges suffisantes ou pour inopportunité ». Il réagissait à la déclaration du groupe parlementaire UDPS et Alliés, qui accusait le bureau de la chambre basse du Parlement qui avait autorisé au procureur d'instruire ce dossier, de vouloir museler l'opposition politique.

**Kinshasa: plaidoyer pour la scolarisation des filles.** Le personnel féminin du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et Initiation à la nouvelle citoyenneté (EPS-INC) ont organisé mercredi 30 mars à Kinshasa, une journée de partage et d'échanges d'expériences autour du thème: «Scolarisons les filles maintenant dans la paix pour un développement durable ». Ces femmes ont demandé notamment l'intensification de la campagne pour la scolarisation de la fille. Pour sa part, le ministre de l'EPS-INC, Maker Mwangu, a souligné la nécessité pour les filles à embrasser toutes les options techniques pour leur autonomisation.

**Nord-Kivu: les habitants de Kamuronza fuient leur groupement après le meurtre d'un homme.** Plusieurs habitants du groupement Kamuronza, territoire de Masisi (Nord-Kivu) ont trouvé refuge, depuis la nuit de mardi 29 mars, dans des familles d'accueil à Saké, Kimoka, Rutoboko. Ils ont fui leur entité après le meurtre d'un homme par des hommes armés non autrement identifiés à Kataka.

**Elections en RDC: Eve Bazaïba appelle l'Onu à renforcer l'appui logistique de la Monusco.** La secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo (MLC), Eve Bazaïba Masudi, appelle l'Onu à renforcer l'appui logistique de la Monusco pour la tenue des élections dans le délai constitutionnel. De son côté, le porte-parole de la Majorité présidentielle (MP), André-Alain Atundu, estime que la tenue des élections dépend, non de résolutions de l'Onu, mais du point de vue technique de la Ceni et du compromis de la classe politique congolaise.

**Présidentielle-RDC: un cadre de la MP dénonce le «choix précipité» de Moïse Katumbi par le G7.** La désignation, par la plateforme de l'opposition G7, de l'ex-gouverneur du Katanga Moïse Katumbi comme son candidat à la présidentielle de 2016 est un «choix précipité», a estimé jeudi 31 mars 2016 l'une des chargés de communication de la Majorité présidentielle (MP), Béatrice Lomeya. Cette désignation constitue l'une des résolutions du conclave de ce regroupement, qui s'est clôturé mercredi 30 mars à Kinshasa. Béatrice Lomeya, qui reconnaît tout de même au G7 le droit de décider de son avenir, estime que la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), organe technique en charge de l'organisation des élections en RDC, n'a pas encore publié le calendrier électoral. Ce document devrait, selon elle, servir d'horloge à toute démarche de désignation des candidats aux élections pour tous les partis politiques.

**RDC: Congo Airways se dote de son troisième avion.** La compagnie nationale d'aviation, Congo Airways, se dote d'un nouvel avion de ligne. L'appareil, dénommé «Kimpa Vita » du nom d'une héroïne congolaise de l'époque coloniale, a été réceptionné jeudi 31 mars par le Premier ministre Augustin Matata Ponyo, à l'aéroport internationale de N'djili, à Kinshasa. Avec une capacité d'accueil de 74 places assises, ce bombardier 400 a été fabriqué au Canada.

**Anne Mbuguje remplace Michel Losembe à la tête de la Biac.** Le conseil d'administration de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac) a entériné jeudi 31 mars à Kinshasa le départ du directeur général Michel Losembe, en fonction depuis janvier 2013. Par la même occasion, le conseil «a désigné Anne Mbuguje à la tête d'une direction collégiale avec une feuille de route précise et des objectifs immédiats».

**Kinshasa: des journalistes réclament le départ de Jean-Marie Kasamba de l'UNPC.** Des journalistes réclament le départ de Jean-Marie Kasamba de la tête de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) à Kinshasa. Ils ont déposé une plainte jeudi 31 mars à la commission nationale de discipline de cette structure. Ils

accusent Jean-Marie Kasamba « de terrorisme envers les journalistes et leurs médias », « d'usurpation de pouvoir », « de manque de solidarité » et d'incompatibilité de ses fonctions à la tête de l'UNPC avec ses fonctions politiques. Pour le président national de l'UNPC, Kasonga Tshilunde, il revient maintenant à la commission de discipline de se saisir du dossier.

**RDC: 4 soldats et 3 rebelles tués dans des combats au Sud-Kivu.** Quatre soldats congolais et trois combattants rebelles ont été tués lors d'affrontements au Sud-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris jeudi de source militaire. Les combats, entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et des miliciens Raïa Mutomboki, ont eu lieu mercredi 30 mars à l'aube dans le territoire de Kabare.

**La BIAC connaît une « crise de liquidité ».** Le nouveau directeur général adjoint intérimaire chargé de trésorerie de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac), Stéphane Lukamba, affirme que sa banque connaît une crise de liquidité. « La situation que nous traversons en ce moment correspond à une crise de liquidité qui est due à un gel du financement qu'on recevait de la banque centrale », a déclaré jeudi 31 mars dans un entretien à Radio Okapi. A l'en croire, le gel de cette ligne de financement est lié à l'ensemble de mesures prises par le gouvernement de réduire la masse monétaire sur le marché.

**Moïse Katumbi: «Je donnerai bientôt ma position sur ma candidature» ?** Au lendemain de l'annonce du G7, demandant à Moïse Katumbi de se présenter à la prochaine élection présidentielle en RDC, l'ancien gouverneur du Katanga a fait savoir qu'il donnera « bientôt » sa position sur sa candidature. Un communiqué publié jeudi 31 mars sur son compte Twitter indique : « Je donnerai bientôt ma position sur ma candidature mais la priorité aujourd'hui est de s'entendre sur un candidat commun. ».